

III) De la révolte à la « pré-révolution » (1773-1775)

Rappel de la séquence des événements :

- **10 mai 1773** : Le *Tea Act* est voté par le Parlement à Londres.
 - **21 octobre 1773** : Le Comité de Correspondance interdit le débarquement du thé partout en Amérique.
 - **16 décembre 1773** : Après un bras de fer avec le gouverneur sur le débarquement d'une importante cargaison de thé, la Boston Tea Party.
 - **Hiver 1773-1774** : Les modérés en Angleterre vis-à-vis de la situation américaine perdent pied (du radical Charles Fox au whig modéré Edmund Burke).
- En Amérique, les nouvelles de Boston entraînent la multiplication de réunions dans les villes des 13 colonies.

A) Les « Lois intolérables » (1774)

La monarchie britannique, appuyée par le Parlement qui veut faire un exemple du Massachusetts, réagit durement par les *Coercitive acts*, devenus pour les colons les *Lois intolérables*. Elles sont quatre :

1) Le *Boston Port Act* (31 mars 1774)

Le port de Boston est déclaré fermé (et même interdit au commerce) jusqu'à ce que les colons aient payé pour le thé détruit et que le roi soit assuré du rétablissement de l'ordre. Les colons objectèrent que le Boston Port Act punissait l'ensemble de la ville de Boston et non pas seulement les individus fautifs de la destruction du thé, et que les Bostoniens étaient punis sans avoir eu la possibilité de témoigner pour leur propre défense.

2) Le *Massachusetts Government Act* (20 mai 1774)

La loi suspendait unilatéralement la charte du Massachusetts et plaçait de facto la colonie sous le contrôle du gouvernement britannique. En vertu de cette loi, presque tous les postes du gouvernement colonial devaient être nommés par le gouverneur, le Parlement ou le roi. La loi limitait également fortement les assemblées municipales dans le Massachusetts à une par an, à moins que le gouverneur n'en demande une. Les membres du Conseil des provinces (jusqu'alors élus par la Chambre des représentants) étaient désormais désignés par le roi, les hauts fonctionnaires (procureur-général, juges, sheriffs) nommés par le gouverneur, les membres des « assemblées de villes » (*town meetings*) désignés par les sheriffs (eux-mêmes nommés par le gouverneur). Ces *town-meetings* devaient de surcroît être désormais autorisées par le gouverneur.

De plus, en mai 1774, pour faire appliquer ces lois, en remplacement de l'ancien gouverneur du Massachusetts Thomas Hutchinson (62 ans), est nommé Gouverneur

Royal, sous le régime de la loi martiale, le général (anglais) Thomas Gage (grande figure militaire de la guerre de 7 ans, de la révolte de Pontiac, ancien gouverneur militaire de Montréal), qui devient *de facto* gouverneur militaire et gouverneur de la colonie.

3°) Le 20 mai 1774 encore est votée la Loi sur l'administration de la justice (*Administration of Justice Act*).

Elle permet au gouverneur royal d'ordonner que les procès des fonctionnaires royaux accusés aient lieu en Grande-Bretagne ou ailleurs dans l'Empire s'il estime que l'accusé ne peut bénéficier d'un procès équitable dans le Massachusetts. Tout procès pouvant entraîner la peine capitale ou ayant trait au maintien de l'ordre ou à la levée des impôts pouvait être « dépaycé » sur simple demande du gouverneur. Bien que la loi prévoie que les témoins soient remboursés après avoir traversé l'Atlantique à leurs frais, il n'est pas stipulé que cela inclut le remboursement du manque à gagner pendant la période où ils sont incapables de travailler, ce qui fait que peu d'entre eux seraient en mesure de témoigner des abus de l'administration coloniale. George Washington qualifiera cette loi de « loi sur le meurtre », car il estimait qu'elle permettait aux fonctionnaires britanniques de harceler les Américains et d'échapper ensuite à la justice. De nombreux colons estimaient que cette loi n'était pas nécessaire car les soldats britanniques avaient bénéficié d'un procès équitable, comme à la suite du massacre de Boston en 1770.

4°) Le *Quartering Act* (2 juin 1774)

Le *Quartering Act* s'appliquait lui à toutes les colonies et visait à créer une méthode plus efficace de logement des troupes britanniques en Amérique. En vertu d'une loi antérieure, les colonies étaient tenues de fournir des logements aux soldats, mais les assemblées législatives coloniales ne s'étaient pas montrées coopératives... La nouvelle loi sur le cantonnement permet au gouverneur de loger les soldats dans tout bâtiment inoccupé si aucun logement convenable n'est fourni. De nombreuses sources affirmeront que le *Quartering Act* permettait de loger les troupes dans des maisons privées (dont celles des opposants), mais c'est un mythe (cf étude de David Ammerman (*In the Common Cause: American Response to the Coercive Acts of 1774*, publié en 1974) : la loi permettait uniquement de loger les troupes dans des bâtiments inoccupés.

Une cinquième loi, qui ne concerne pas directement les 13 colonies, va néanmoins les inquiéter comme préfiguration du plan de la métropole pour leur futur :

Le *Quebec Act* (22 juin 1774) : Bien que n'ayant aucun lien avec les quatre autres lois, elle fut adoptée lors de la même session législative et fut donc considérée par les

colons comme l'une des lois intolérables. Elle étendait la province du Canada jusqu'à la vallée de l'Ohio (menace de fermeture de la frontière de l'Ouest, et des perspectives d'expansion, pour les 13 colonies) et instituait des réformes assez favorables aux habitants catholiques français de la région. Elle établissait un gouvernement très centralisé et sous la férule de Londres. À Québec, il est vrai, le gouverneur Murray n'avait pas en face de lui une assemblée élue, il était à la tête de la justice : à la fois juge suprême et gouverneur. La loi apparut tout de suite comme une menace potentielle pour les 13 colonies.

Conclusion de cette séquence, 4 000 soldats britanniques sous le commandement de Thomas Gage furent envoyés pour occuper Boston et pacifier la province rétive de la baie du Massachusetts. Le Parlement autorisa Gage, entre autres actions, à dissoudre le gouvernement provincial local (dirigé par John Hancock¹ et Samuel Adams²).

En signe de résistance, le gouvernement provincial fut reconstitué illégalement en *Congrès provincial* et continua à se réunir hors de Boston, à Cambridge et Lexington (à l'ouest de Boston).

¹ John Hancock (1737-1793), grande personnalité politique américaine du Massachusetts. Famille de riches marchands de Nouvelle-Angleterre, diplômé de Harvard, très jeune ami de John Adams. Il hérite des affaires de son père et de son oncle, devenant l'un des hommes les plus riches de la Nouvelle-Angleterre. Très actif contre la métropole, il s'illustre dès la *Stamp Act Crisis* en tant qu'élue de la mairie de Boston, de représentant à l'Assemblée générale de la Colonie du Massachusetts et très riche commerçant. Cf cours. Il deviendra président du second Congrès continental, au cours duquel il a signé le premier la Déclaration d'indépendance des États-Unis, il sera le premier gouverneur de l'État du Massachusetts, de 1780 à 1785.

² Samuel Adams (1722-1803), cousin de John Adams (1735-1826). Homme politique, écrivain et philosophe bostonien, grande figure politique révolutionnaire du Massachusetts. Il se distingue dans la fronde anti-britannique avant et pendant la révolution américaine, grâce à ses talents d'orateur et d'écrivain. Il signera la Déclaration d'indépendance des États-Unis et collaborera à la rédaction de la constitution du Massachusetts et des Articles de la Confédération. De 1793 à 1797, il achèvera sa carrière comme lieutenant-gouverneur du Massachusetts.

B) Les réactions des colonies

Le nouveau Congrès provincial du Massachusetts appela à l'organisation de milices locales et coordonna la constitution de stocks d'armes et autres fournitures militaires. La fermeture du port de Boston provoquait en outre chômage et mécontentement : toute une population désormais prête à en découdre.

- **Mai-juin 1774** : multiplication des réactions américaines, avalanche de déclarations de villes dénonçant les nouvelles mesures. Réunions de milices.

- **17 juin 1774** : Le Congrès provincial du Massachusetts demande une réunion des comités de correspondance pour réagir collectivement aux *Coercitive acts* : toutes les colonies sauf la Georgie sont d'accord. Le but est d'assurer la protection des colons.

La Virginie emboîte le pas : après l'adoption des Coercive Acts (*Intolerable Acts*) pour punir le Massachusetts, la Chambre des bourgmestres (*Burgesses*) de Virginie proclama que le 1^{er} juin 1774 serait une journée de « jeûne, de contrition et de prière » en signe de solidarité avec Boston. En réponse, Lord Dunmore, le gouverneur royal de Virginie, dissout la Chambre. Les bourgmestres se réunirent à nouveau à la taverne de Raleigh le 27 mai 1774 et demandèrent aux comtés de Virginie d'élire des délégués à une **Convention spéciale** qui se réunirait au mois d'août.

- **Juillet 1774** : Thomas Jefferson (Virginien) publia *A Summary View of the Rights of British America* dans lequel il dressait la liste des griefs américains contre les récentes lois anglaises ; il rappelait en outre que les colons avaient apporté avec eux en Amérique les droits des Anglais.

- **18 juillet 1774 : les Fairfax Resolves** :

Les Résolutions de Fairfax ensemble de résolutions adoptées par un comité du comté de Fairfax (Virginie), furent principalement rédigées par le planteur local George Mason³.

³ George Mason (1725-1792). Riche planteur esclavagiste de Virginie, s'est illustré dans la résistance dès la Stamp Act Crisis par une lettre ouverte aux commerçants des Londres contre la loi. Sera délégué de la Virginie à la Convention de Philadelphie. Il est surnommé le « père de la Déclaration des droits ».

Le 5 juillet 1774, Washington et d'autres représentants du comté de Fairfax se réunirent à Alexandrie (Virginie), pour nommer un comité chargé de rédiger une déclaration afin de « définir les droits constitutionnels » des colons. Cette déclaration servirait également d'instructions officielles aux délégués du comté de Fairfax à la Convention de Virginie représentant toute la colonie. George Mason travaille avec G. Washington. Le 18 juillet, les Résolutions de Fairfax sont approuvées lors d'une réunion des représentants du comté à Alexandrie, présidée par Washington.

Dans ces Résolutions, les représentants exprimaient le désir de rester sujets de l'Empire britannique, mais insistaient sur le fait qu'ils utiliseraient « tous les moyens que le Ciel nous a donnés pour éviter que nous devenions ses esclaves »...

Le texte présentait un résumé concis des préoccupations constitutionnelles américaines sur des questions telles que la fiscalité, la représentation, le pouvoir judiciaire, les questions militaires et l'économie coloniale. Il proposait le financement de la politique de non-importation des marchandises britanniques, appelait à la convocation d'un Congrès général des colonies dans le but de préserver les droits des Américains en tant qu'Anglais. Enfin, il condamnait la pratique de l'importation d'esclaves, qualifiée de « commerce malfaisant, cruel et contre nature »... il était instamment demandé d'y mettre un terme.

Ces résolutions rejetaient la prétention du Parlement britannique à l'autorité suprême sur les colonies américaines. Plus de trente comtés de Virginie adoptèrent des résolutions similaires au cours de 1774, mais les Résolutions de Fairfax furent les plus détaillées, les plus influentes et les plus radicales.

Les *Fairfax Resolves*, comme les nombreuses autres résolutions similaires adoptées lors de réunions de comté dans toutes les colonies, résumaient les sentiments de nombreux colons au milieu de l'année 1774, notamment la conviction que leurs droits constitutionnels étaient violés par les politiques britanniques. Les Résolutions ont également marqué un pas en avant dans la coopération intercoloniale, car davantage d'Américains ont commencé à réaliser qu'une menace contre une colonie était une menace contre toutes. Enfin, les rivalités politiques en Virginie ont été atténuées dans une certaine mesure, permettant à des personnalités telles que Washington et Mason de travailler de manière productive avec les plus radicaux Patrick Henry, Richard Henry Lee et d'autres. La protestation contre la non-importation préconisée dans les Résolutions influença, avec quelques modifications, l'Association de Virginie, qui à son tour servit de modèle à l'Association continentale qui allait naître.

George Washington et le major Charles Broadwater furent chargés de représenter le comté et de porter ces résolutions à la Convention de Virginie.

• Aout 1774 : La première Convention de Virginie

Nota : Les Conventions de Virginie (1774-1902) désignent des assemblées de délégués élus dans le but d'établir des constitutions de loi fondamentale pour le Commonwealth de Virginie, supérieures à la législation de l'Assemblée générale.

Les quatre premières conventions de Virginie ont conduit à remplacer le gouvernement colonial britannique par l'autorité du « peuple » jusqu'à l'instauration d'un gouvernement d'État en vertu de la Constitution de 1776 (5^e convention).

La Première Convention Les Burgesses, réunis en tant que Première Convention, débutent leurs travaux le 1er août 1774 et élisent des officiers, interdisent le commerce et le paiement des dettes avec la Grande-Bretagne, et promettent des approvisionnements. Ils élisent Peyton Randolph, le président de la Chambre des Burgess, comme président de la Convention (poste qu'il a occupé pour les conventions suivantes jusqu'à sa mort en octobre 1775). Ils déclarent leur soutien au Massachusetts et appellent à un congrès de toutes les colonies, le Continental Congress.

À partir du 20 Mars 1775 : La deuxième convention se réunit à Richmond. Les délégués élirent à nouveau un président de séance et des délégués au Congrès continental. Lors de la convention, Patrick Henry proposa d'armer la milice de Virginie et prononça le 23 mars son célèbre discours « Give me liberty or give me death ! » pour rallier le soutien à cette mesure. Il fut résolu que la colonie soit « mise en état de défense » et qu'un comité avec des figures telles Patrick Henry (président), George Washington, et Thomas Jefferson entre autres, prépare un plan pour l'armement et la discipline d'un nombre d'hommes suffisant à cet effet.

La résolution, déclarant que les colonies unies sont indépendantes du royaume de Grande-Bretagne, fut adoptée.

Le gouverneur royal Lord Dunmore réagit en saisissant la poudre à canon dans le magasin public de Williamsburg, alors qu'avait déjà éclaté la *Powder Alarm* au Massachusetts en septembre 1774...

[Topo : « *Donnez-moi la liberté, ou donnez-moi la mort !* » est une citation attribuée à Patrick Henry (1736-1799), tirée d'un discours qu'il a prononcé devant la deuxième convention de Virginie le 23 mars 1775, à l'église Saint-Jean de Richmond, en Virginie. On attribue à Henry d'avoir fait pencher la balance pour convaincre la convention d'adopter une résolution livrant des troupes virginiennes pour la guerre révolutionnaire. Parmi les délégués à la convention figuraient les futurs présidents américains Thomas Jefferson et George Washington.

Le discours n'a pas été publié avant 1816. La version du discours connue aujourd'hui est apparue pour la première fois dans *Sketches of the Life and Character of Patrick Henry*, une biographie de Henry par William Wirt en 1817. Les historiens débattent de la question de savoir si et dans quelle mesure il faut attribuer à Henry ou à Wirt la paternité du discours et de ses célèbres mots de conclusion...]

C) Vers l'embrassement (automne 1774-printemps 1775)

Retour au Massachusetts... Septembre 1774 : *The Powder Alarm*

L'« alarme des poudres » fut une réaction populaire à l'enlèvement de la poudre à canon d'un magasin (détenu par des miliciens) par des soldats britanniques sous les ordres de Gage, en septembre 1774.

Le 1^{er} septembre 1774, Gage ordonne une mission pour saisir la poudre à Somerville, celle-ci réussit, mais les autres sont un échec à cause des réseaux d'espionnage depuis Boston qui préviennent les « Patriotes », dont Paul Revere et les *Sons of Liberty* bostoniens qui suivent les activités de Gage.

En réponse à cette action, et les rumeurs de massacres de patriotes, des milliers de miliciens affluent vers Boston et Cambridge au *Congrès provincial*, et l'action de la foule force les loyalistes et les fonctionnaires à fuir les endroits reculés de la province pour se placer sous la protection de l'armée britannique à Boston. Des choix s'opèrent dans la population, les pressions patriotes contre les loyalistes deviennent intolérables, ces derniers doivent partir et se placer sous l'autorité de Gage.

Bien qu'elle se soit avérée être une fausse alerte, l'alerte à la poudre a incité les dirigeants politiques et militaires à agir avec plus de prudence dans les jours à venir, et a essentiellement fourni une « répétition générale » pour les batailles de Lexington et Concord sept mois et demi plus tard. En outre, les actions menées des deux côtés pour contrôler les armes, la poudre à canon et les autres fournitures militaires sont devenues plus litigieuses, les Britanniques cherchant à placer les stocks militaires plus directement sous leur contrôle, et les colons patriotes cherchant à les détourner pour leur propre usage. L'hiver 1774-1775 est tendu, les loyalistes affluent à Boston, virtuellement « assiégée » par les milices patriotes armées alentours.

La situation s'embrase quand Gage reçoit l'ordre d'arrêter Samuel Adams et John Hancock pour trahison (avril 1775, l'ordre a été donné en janvier 1775 par le Secretary of State for the Colonies). Hancock et Adams échappent aux agents du gouverneur à Boston car ils siègent à Cambridge et Lexington. La majorité des milices de la colonie, favorable à la cause des rebelles, rassemble armes, poudre et provisions à Concord pour se défendre.

Lors de la nuit du 18 avril 1775, Gage ordonne à 700 soldats des troupes d'élite de l'armée royale et des compagnies de grenadiers de Boston, de marcher sur Lexington et Concord pour se saisir de ces armes, peut-être pour se saisir des meneurs Adams et Hancock. Mais les réseaux d'espionnage bostoniens préviennent les miliciens qui attendent l'armée de pied ferme.